



Sans ouverture politique et véritable dialogue national, l'ordre constitutionnel risque de provoquer des soubresauts et des désordres sociaux. C'est en ces termes que RAZAFISAMBATRA Louis De Mon Désir exprime son inquiétude face à la conjoncture actuelle.

Selon la déclaration récente de la CNUCED : MADAGASCAR figure parmi les huit derniers pays pauvres du monde. Cela sous-entend l'exigence et l'impératif d'un changement radical de mauvaises pratiques politiques, responsables de cette misère grandissante de la population malgache. Mais grande est la stupéfaction d'un bon nombre de citoyens en apprenant la reconduction de vingt-et-un ministres dans le nouveau gouvernement auxquels s'ajoutent huit supposées nouvelles figures ; l'on a le droit de se demander par quelle « *logique à l'envers* » on a limogé l'ex-Premier ministre Kolo Roger pour maintenir quelques ministres corrompus et spécialistes de détournement des deniers publics.

Quel que soit le motif, pour l'intérêt supérieur de la nation, tout citoyen est tenu d'abandonner le « *rêve impossible* » de l'inamovibilité ; car l'histoire constitutionnelle à travers l'humanité tout entière a été caractérisée par le renversement des ordres constitutionnels inadéquats aux réalités socio-politiques de chaque nation. Surtout que la majorité silencieuse avait déjà manifesté sa désaffection à l'égard de la classe politique en s'abstenant de voter lors de la dernière élection présidentielle. En d'autres termes, la composition du nouveau gouvernement devrait prendre en considération les forces vives de la nation et la masse électorale qui a boudé les urnes. L'enfermement aux personnes membres du parti HVM (« *Hery vaovao hon'i Madagasikara* » - Nouvelle force pour Madagascar) est alors déraisonnable.

Il faut toujours faire attention car la chute ne peut qu'être imminente quand l'ordre constitutionnel se revêt inconsciemment ou consciemment, des oripeaux d'une prétendue légalité ; tout pouvoir va vaciller lorsque les normes juridiques et institutionnelles consolident la « *politique pour soi* » en rendant opaque les intérêts particuliers dominants.

La myopie politique favorisant excessivement le HVM n'est pas une garantie pour déceler certains réseaux d'influence complexes, à moins qu'on soit décidé de vendre le pays à des tiers sans scrupules pour piller toutes nos richesses. Il faut se rendre à l'évidence, parce que la complexité de ce monde « *mondialisé* » est que certaines banques centrales n'enregistrent souvent que les mouvements de capitaux à long terme, à l'exclusion des flux à court terme ; et contrairement, le fonds monétaire international s'efforce de recenser les flux à court terme entre affiliés, ce qui conduit à des chiffres différents entre banques centrales et FMI. De plus, les chiffres réalisés dans les économies du Sud ne sont pas toujours disponibles et il y a une différence importante entre les investissements autorisés ou conclus et les investissements effectifs ; et ce d'autant plus inquiétant dans la mesure où la financiarisation de l'économie mène presque vers une relégation au second plan de l'économie productive à MADAGASCAR depuis deux décennies.

Pour ne pas être qualifié de rétro-mondialiste ou de turbo-mondialiste, je mets en exergue que l'heure n'est plus ni au tâtonnement, ni à une connaissance approximative des réalités nationales, mais à une détermination de prendre des décisions pragmatiques et démocratiques. Il nous faut alors la solidarité, parce que la nouvelle tendance en matière de financement est de repenser le développement. Tout dirigeant entendait réconcilier ses compatriotes, arguant que l'unilatéralisme hégémonique s'oppose à la décentralisation économique. L'unité nationale ne devra pas être hypothéquée par des dirigeants plus soucieux de la préservation de leur opulence que de développement et qui attisent à cette fin un « *nationalisme divisé* ».

Par ailleurs, les solutions de facilité et la belle vitrine politique ne garantissent pas le développement économique de notre pays. L'on ne pourra pas parler de solutions à la pauvreté du peuple, tant que les positions de tous les faibles du « *système oppresseur* » ne seront pas renforcées. Il faudra alors définir clairement et démocratiquement les leviers communs, qui obligeront tous les détenteurs du pouvoir (actuels et futurs) à prendre des décisions fermes dans les domaines voués au développement équilibré du pays. Evidemment, volonté politique ne signifie en aucun cas énumération ou présentation d'un catalogue d'idéaux dissimulant toute forme de dictature susceptible de provoquer le prochain « *coup d'Etat du droit* » et par là même la crise répétitive à MADAGASCAR.

En clair, toute manie politique hermétiquement enfermée dans sa tour d'ivoire «*partitocratique* est

anachronique, donc dépassée par les temps modernes de la démocratie et des droits de l'homme. Autant dire,

le vrai dialogue national est une nécessité absolue.

En guise

d'exemple, aucune raison ne justifie toute forme de politique d'exclusion en défaveur de techniciens compétents, parce que MADAGASCAR arrive à ce stade douloureux à cause de la contractualisation et du droit économique international et du multilatéralisme. On imagine mal pourquoi nos grands corps et des économistes de bonne foi comme le CREM (Centre de réflexions des économistes de Madagascar), qui ont donné des propositions depuis presque une décennie, deviennent indésirables ; en ce moment de difficulté de négociation concernant les îles éparses, il est incompréhensible qu'une personnalité expérimentée en matière d'arbitrage et de contentieux internationaux subisse

ce même sort très honteux. Sans avoir aucune notion sur le droit de la sécurité sociale, on peut être premier responsable des affaires sociales. Face à la « culture des arrestations arbitraires » ces dernières années, les spécialistes du droit processuel sont bizarrement mis à l'écart ; des techniciens de l'élaboration de l'évolution des finances publiques sont laissés dans l'air, alors que la gestion de ces dernières date de 1960 ; en cette période de mondialisation, les juristes connaisseurs du droit public économique et du droit public des affaires

sont refoulés ; pour empêcher le couplage de la fiscalité et croissance, générateur d'emplois, les fiscalistes réformateurs ne sont pas les bienvenus. L'éminent juriste chevronné de droit international public est déclassé au rang des épouvantails politiques, donc fait peur. Les expériences en matière de réflexions sur les limites du juridisme, censées à bien peaufiner l'Etat de droit, ne veulent rien dire dans notre pays ; il en est de même pour les experts pour les audits relatifs aux contrôles financiers et comptables, administratifs et juridictionnels des finances publiques ;

Après avoir dénoncé au cours d'une émission à la télévision TV plus («*L'Invité du Zoma* ») la mauvaise gestion de fait des financements octroyés par les bailleurs de fond internationaux pendant des décennies, et proposer des solutions afférentes, le magistrat spécialiste de droit public et de droit privé n'a même pas été consulté pour siéger au niveau de Bianco (organisme officiel en charge de lutte contre la corruption) ; on n'a pas voulu discuter ses subtiles propositions relatives à la nouvelle gouvernance financière ; finalement, ce magistrat très indispensable pour le changement de mauvaises pratiques politiques, grossit l'effectif des renégats politiques (donc une matière grise abandonnée dans l'air) ; il en est de même pour le fameux avocat internationaliste, agrégé en droit international privé, qui devrait défendre l'Etat malgache face à l'abus de position dominante de certains modalisateurs égoïstes ; en dépit de l'existence de provinces côtières, les bons techniciens en matière de gestion de littoral et des espaces marins sont purement et simplement écartés pour raison de politique politicienne ; un ministre qui ne sait même pas que des paysans dans les régions de l'Onilahy, du Fiherenana (cours d'eau) et à Mahajanga, ne cultivent plus leurs terres depuis une décennie à cause de l'état défectueux des canaux d'irrigation, est curieusement reconduit à son poste parce qu'il est multimilliardaire.

Un compatriote qui exige la transparence sur la coopération internationale décentralisée, devient l'ennemi des fervents défenseurs de la politique politicienne.

Un banquier doté d'un doigté exceptionnel pour remettre en question subtilement les conventions imposées à notre banque centrale, a une minime chance pour être nommé au poste de gouverneur de cette dernière.

J'émet toutes ces remarques objectives car j'espère que la volonté politique de réfléchir deux fois sur toute critique constructive fait partie des qualités d'un homme d'Etat digne de ce nom. Celui-ci n'a pas alors à s'emballer dans une rancune politique quand des citoyens « *francs-tireurs* » lui donnent des objections et suggestions un peu différentes des siennes.

L'histoire de l'humanité nous a appris que les êtres humains n'ont jamais accepté toute forme d'humiliation et d'oppression, même au risque de leur peau. Donc, des conseillers qui poussent le Président de la République à s'enfermer dans le giron du parti HVM et à empêcher la participation des forces vives de la nation au processus de réconciliation nationale, c'est l'inciter à mettre de l'huile sur le feu. Ne minimisez pas la situation car, après 54 ans d'indépendance, la majorité de nos compatriotes sombre dans l'extrême misère ; pour qu'il n'y ait pas d'amalgame, je précise que dans notre capitale Antananarivo, 92% de la population se trouvent au seuil de la pauvreté et 67% n'ont pas d'accès à l'eau potable. Autrement dit, l'on craint que tout refus de l'ouverture politique et de dialogue national ne pourrait que susciter des remous et des mécontentements populaires. D'où l'impératif d'un vrai dialogue national et non un simulacre de réconciliation nationale.

Malgré tout, ne paniquez pas car si Dieu exauce nos prières, la solution du bon sens opéra pour l'écoute des autres.



Paris le 29 Janvier 2015

RAZAFISAMBATRA Louis De Mon Désir